

#5

LES WEBINAIRES DU CLEAR FA



La prise de décision basée sur les résultats d'évaluation en contexte de compétition et d'instabilité politiques

06 AVRIL 2022, 14h00 - 15h30 GMT

Objectif

Ce webinaire a été organisé par CLEAR FA dans le cadre de sa série "Les Webinaires de CLEAR ". Ils offrent d'une part un cadre d'échange et de partage d'expériences sur les enjeux et tendances émergentes de développement de la culture et des capacités évaluatives dans le contexte de l'Afrique francophone ; et d'autre part participent au maintien à jour des connaissances et compétences des professionnels et praticiens de l'évaluation. Lors de ce 5ème Webinaire, l'objectif général était d'aborder le lien entre les résultats des évaluations et les processus électoraux et particulièrement leurs influences sur les résultats des élections. Plus spécifiquement il s'agissait de voir (i) Comment les résultats des évaluations influencent les élections en Afrique ; (ii) d'appréhender leur impact sur l'opinion publique et particulièrement sur les électeurs et leurs décisions.

Intervenants



Dr. Seglaro Abel SOMÉ
Ministre de l'Economie, des
Finances et de la Prospective
BURKINA FASO



M. Victor Borges
Ex-Ministre de l'Education et de
la Valorisation des Ressources
Humaines et des Affaires Etrangères,
Coopération et Communautés
CAP VERT



M. Amadou Oumarou SALEY
Haut-commissaire à la
Modernisation de l'État
NIGER



Hon. Elise POKOSSY DOUMBE
Député à l'Assemblée nationale
- Vice-Présidente de l'APNODE
CAMEROUN



MME. Khady FALL TALL
Présidente Régionale de
l'Association des Femmes de
l'Afrique de l'Ouest (AFAO-WAWA)
SENEGAL



PR. Alastair ALINSATO
Directeur de Cabinet du Ministre
d'Etat, Ministre du Développement
et de la Coordination de l'action
gouvernementale
BENIN

Modérateur



PR. BALIBIE SERGE
AUGUSTE BAYALA
Directeur général du CESAG

Description de la méthodologie

Pour aborder la thématique et permettre à chaque panéliste de partager son expérience, sa réflexion et ses recommandations, le webinaire a consisté en une série de questions adressées à chaque panéliste, par le modérateur, le Pr Balibié Serge Auguste BAYALA. Chacun d'eux, sur la base d'un temps de parole accordé, a abordé les questions selon sa position et au regard de son expérience. Ces échanges ont été suivis de questions-réponses avec le public. A la suite de cela, un dernier tour de table a été fait pour recueillir les recommandations des panélistes. Finalement, une synthèse du modérateur sur les aspects clés des échanges a permis de clore le webinaire, après avoir remercié chaleureusement la participation effective de tous les panélistes, en dépit de leurs agendas respectifs chargés.

Résumé du webinaire

La gestion des États en Afrique francophone compose avec des enjeux de plus en plus complexes ainsi que des problématiques politiques qui échappent bien souvent à la rationalité qui fonde la logique évaluative et la gestion axée sur les résultats. De la crise de la COVID-19, aux questions monétaires, en passant par les crises sociales, politiques, économiques, migratoires, démographiques, ainsi que les défis sécuritaires, l'Afrique francophone se présente comme un environnement politique éminemment incertain, où la prise de décision est conditionnée par une complexité de paramètres. Comment utiliser les évidences dans ce contexte, lorsque les décideurs soumettent au débat leur bilan, ou mettent en jeu leur légitimité devant leurs administrateurs, les législateurs ou le peuple ; lorsqu'ils doivent faire converger le temps court du politique avec le temps plus ou moins long de la production de l'évidence ; lorsqu'ils doivent préserver leur carrière, leur mandat d'élu, leur réputation, leur influence politique, etc. ? Par ailleurs, comment les analystes et les évaluateurs intègrent-ils cette réalité et font-ils face aux pressions parfois hostiles induites dans l'exercice de leur fonction ?

C'est pour répondre à ces problématiques, que l'initiative de tenir un webinaire sur cette thématique a vu le jour. L'ouverture de la séance a été faite par le coordonnateur CLEAR FA, Dr. Edoé Djimitri AGBODJAN qui accueille les intervenants et procéda à la présentation du modérateur Pr Balibié Serge Auguste Bayala, directeur général du CESAG. Celui-ci, a rappelé brièvement le contexte précédemment évoqué et a mis l'accent sur la nécessité de l'utilisation de données probantes. Selon lui, l'expérience de l'Afrique du Sud en matière de gestion de la crise du VIH SIDA est largement illustratif des conséquences néfastes d'un refus d'utiliser les données probantes. Il a étayé son argumentaire en citant le Premier Ministre de la République de l'Ouganda, Dr Ruhakana Rugunda en ces termes : « L'Afrique doit se développer et pour se faire, elle a besoin d'informer le choix de politiques et de programmes par des données probantes. »



A la suite de son introduction, la parole a été donnée aux six (6) experts qui ont abordé tour à tour les thématiques suivantes:

- 1 la manifestation de la prise de décision basée sur les données probantes au Burkina Faso, et les effets de l'instabilité politique dans cette complexification de cette prise de décision;
- 2 la prise de décision basée sur des données probantes au Cabo Verde : Mythe ou réalité, défis et avancées ;
- 3 le rôle de la compétition politique dans la prise de décision basée sur les preuves ; et le rôle à jouer/joué par l'APNODE, les Assemblées nationales ;
- 4 les défis de la prise de décision basée sur les preuves face aux problématiques du genre en Afrique de l'Ouest ; et état des lieux de la participation de la société civile ouest africaine pour faciliter cette prise de décision ;
- 5 la place de la décision basée sur les preuves dans la mise en œuvre des réformes de modernisation de l'Etat au Niger bénéficiant aux décisions basées sur des preuves ;
- 6 les actions entreprises par le Bénin pour faciliter une prise de décision basée sur les résultats d'évaluation dans la définition et la mise en œuvre de son plan de développement ; et le défi des interférences politiques;
- 7 les recommandations à l'endroit des évaluateurs et des décideurs pour faciliter la prise de décision qui est basée sur les preuves en dépit des défis politiques et sécuritaires.

 <https://www.facebook.com/Projet.Clear.CESAG>

 [clear-francophone-afrique](https://www.linkedin.com/company/clear-francophone-afrique)

 https://twitter.com/FA_Clear

La série de webinaires de CLEAR FA d'une part offre un cadre d'échange et de partage d'expériences sur les enjeux et tendances émergentes de développement de la culture et des capacités évaluatives en contexte francophone Africain ; et d'autre part participe au maintien à jour des connaissances et compétences des professionnels et praticiens de l'évaluation. Abonnez vous à ce rendez-vous trimestriel et suivez nous sur nos réseaux sociaux pour faire partie de la communauté et vous tenir informé(e).

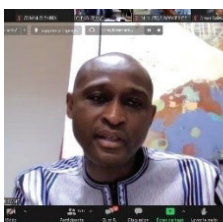
Points saillants

Il ressort des échanges qu'il existe un lien possible entre les résultats des évaluations et les élections en Afrique et un souci réel d'utilisation de données probantes dans le cadre de la prise en compte des décisions et cela à des niveaux divers selon les différents pays. Dans certains, le cadre est suffisamment avancé, pour d'autres il est encore à un stade embryonnaire mais il reste entendu de façon globale, que les défis à relever restent encore importants. Selon les panélistes, ils concernent l'institutionnalisation du S&E, la quête de transparence afin d'arriver à une appropriation de l'évaluation elle-même par les différentes parties prenantes qu'elles soient politiques, administratives, voire par la population de façon générale, de sorte qu'elle puisse servir les propos et les objectifs de développement. Ce qui les a amenés à formuler un certain nombre de recommandations (voir plus bas).

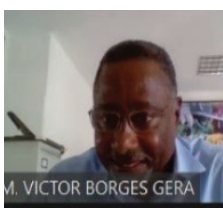
Cette thématique d'actualité et d'intérêt général, a suscité de riches échanges qui ont captivé une audience de 174 participants avec 494 inscrits, durant trois (03) heures d'horloge afin de couvrir les aspects clés du thème et les questions des participants. Ces derniers ont saisi l'opportunité de poser des questions mais également de partager leurs propres expériences. Ils se sont félicités du niveau des débats grâce notamment à la richesse des expériences des panélistes et n'ont pas manqué, d'adresser leurs vifs remerciements à CLEAR FA, pour la tenue de ce webinaire 5.



Recommandations formulées



Dr KOGBYADA, directeur général de l'Economie et de la Planification, représentant du ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective du Burkina Faso Dr. Seglaro Abel SOMÉ, préconise de faire de l'exercice de l'évaluation, un processus suffisamment inclusif et qui garantit que les résultats issus de ce processus, puissent être suffisamment étayés au point que cela serve d'éléments pour produire des données probantes qui devraient permettre d'être une source fiable d'information mais également objective et nécessaire à l'intervention des acteurs politiques. Voilà donc l'élément clé. Mais aussi, les défis sécuritaires ne devraient pas venir perturber globalement le processus de planification du développement qui devrait être suffisamment stable pour permettre aux acteurs, chacun donc, de contribuer de sa manière.



M. Victor Borges, ex-ministre de l'Education et de la Valorisation des ressources humaines et des Affaires étrangères, Coopération et Communautés, Cabo Verde préconise d'avoir une approche holistique pour changer la chose. Parmi le large choix qui s'offre, ce sera le renforcement des capacités de façon cohérente et consistante et pas une opération ponctuelle. Renforcement des capacités des partis politiques, tous au pouvoir ou à l'opposition, de l'administration, du parlement, des cours des comptes etc. pour qu'en réalité on puisse avoir une culture qui à court ou moyen terme, puisse changer naturellement les choses. Ainsi, quand on aura à prendre une décision, les gens se diront mais attendez, il faut que l'on puisse voir comment ça marche vraiment. Il faut que ça devienne un réflexe.



Honorable POKOSSY DOUMBE, député à l'Assemblée nationale du Cameroun – vice-présidente de l'APNODE aborde sa recommandation à l'endroit de deux acteurs : les évaluateurs mais aussi les décideurs. Pour les évaluateurs, il vaudrait mieux ou plus, vulgariser la culture de l'évaluation au sein de nos sociétés. Mieux encadrer les parlementaires par des séminaires, par des rencontres pour instaurer au sein de nos parlements la culture de l'évaluation. Pour cela, il faudrait justement que les parlementaires maîtrisent réellement l'évaluation et s'approprient ce concept. Pour les décideurs, il faudrait que dans un contexte comme le nôtre, que nous sentions la nécessité d'une prise de décision basée sur les données probantes pour orienter les politiques publiques afin que celles-ci profitent réellement à nos populations pour leur bien-être. Il faut qu'on tienne compte des besoins des populations basés sur les recherches, sur les résultats de ces recherches etc. Il doit avoir une synergie d'actions entre le Parlement, l'exécutif, et le judiciaire. Cela est important pour que les données probantes qui nous soient données soient réellement implémentées. Il faut donc une synergie d'actions et une collaboration sur la base d'une confiance pour que nous sachions que l'évaluation n'est pas un contrôle, in fine une sanction, mais le réajustement des politiques publiques.

Quels sont les enseignements pouvant inspirer les autres pays ?



M. Amadou SALEY OUMAROU, haut-commissaire à la Modernisation de l'État du Niger préconise l'institutionnalisation pour ne pas dire la systématisation de la théorie de changement avant l'élaboration et la mise en œuvre de toute réforme, de tout chantier et de toute transformation publique. La théorie de changement a le mérite de permettre de connaître d'où on part, quel est l'état des lieux, quelles sont les préconditions à remplir, afin de définir les changements qui sont véritablement attendus. Aujourd'hui nous avons vu que toutes les politiques publiques et toutes les questions qui font objet d'évaluation et pour lesquelles la théorie de changement n'a pas été définie, on éprouve énormément de difficultés pour faire les évaluations. Je pense donc que la constitution de la théorie de changement permettra à n'en point douter, de faciliter les évaluations, de disposer des données probantes puisqu'en elle-même, elle constitue une preuve palpable.



Pr. Alastair ALINSATO, directeur de cabinet du ministre d'État, ministre du Développement et de la Coordination de l'action gouvernementale du Bénin, insiste sur le renforcement de capacités. Il est impérieux que les acteurs impliqués dans la conduite opérationnelle des politiques publiques soient suffisamment capacités et aient une bonne appropriation de la notion d'évaluation d'impact, de l'évaluation, afin de pouvoir l'entreprendre. Nous avons beau crier sur tous les toits, avoir un cadre réglementaire approprié, si les acteurs concernés ne sont pas formés, ils ne présenteront aucun intérêt pour le processus d'évaluation. Je voudrais donc insister sur renforcement de capacités.

Témoignages et remerciements



« Je suis d'accord avec l'excellence du cap vert, des dispositifs institutionnels et réglementaires existent de plus en plus mais la pratique de l'évaluation demeure faible. »

Jean Stanislas OUEDRAOGO,
Consultant/spécialiste en Suivi-Evaluation



« Je crois qu'en lien avec le genre, l'un des grands défis est la disponibilité des données sexo-spécifiques (H/F) en vue de corriger les inégalités. »

Amadou HAIDARA, Conseiller technique au Cabinet du Premier ministre, Mali, spécialiste en suivi-évaluation



« Il est souhaitable que APNODE et AfrEA travaillent plus en synergie et articulent leurs activités pour que les réseaux et associations nationales (CaDEA, ReNSE, ReBUSE, etc.) membres de AfrEA, puissent travailler en symbiose systématiquement. Rappelons que la Conférence constitutive de APNODE a eu lieu lors de la 7ème conférence de AfrEA à Yaoundé en 2014. »

Boureima GADO, Ancien SG de AfrEA



« Félicitations à CLEAR-CESAG pour ce webinar. Merci à M. Borges pour ces commentaires et suggestions pour renforcer l'Evaluation Made in Africa. Je profite pour partager le travail en cours au niveau de l'AfrEA pour promouvoir et renforcer l' « Evaluation Made In Africa » (Evaluation dans le Contexte Africain). Nous avons développé un document sur les Principes Africains de l'Evaluation à prendre en compte dans la conception et la conduite des évaluations à tous les niveaux en les intégrant dans les systèmes nationaux d'évaluation. Prière me contacter (simyassah@afrea.org) si vous souhaitez avoir une copie du document ou visiter notre site web www.afrea.org. »

Sim-Yassah, Chef du Secrétariat de l'Association Africaine de l'Evaluation (AfrEA)



« Très bonne thématique qui est d'actualité et qui mérite un approfondissement surtout en Afrique. Merci à ces illustres intervenants. »

Koffi Armel N'GORAN



« Je tiens à remercier les organisateurs pour ce webinar très instructif. »

Aya Marie Rolande YAO,
Gestionnaire, actuellement inscrite en économie de la santé au CESAG



« Merci. La stratégie africaine d'amélioration de l'utilisation des données probantes dans la prise de décision doit axer ses actions sur :

- la vulgarisation de la pensée évaluative pour faciliter la prise en compte des évaluations dans les actions quotidiennes, dans les actions publiques, communautaires et privée ;

- l'instauration de la prise en compte obligatoire de la Théorie du changement cadre favorable pour la recherche-évaluation qui facilitera la production des données probantes/évidences ;

- l'intégration de l'ICT4D pour améliorer les processus de production des données probantes/évidences.

Azeufouet ALAIN SIMPLICE,
Programme Associate M&E at UN World Food Programme WFP



« Toutes mes félicitations à l'endroit des panélistes mais aussi aux organisateurs c'est instructif. »

Mor Ndoye DIOP, étudiant à l'Université Cheikh Anta Diop